

Sous peine de forclusion, toute réclamation doit être introduite par lettre recommandée auprès du Ministère des Classes Moyennes et de l'Agriculture, Administration de la gestion de la production agricole (DG3) endéans le mois qui suit la publication du présent arrêté. »

Art. 3. Le présent arrêté produit ses effets le 14 avril 1997.

Art. 4. Notre Ministre de l'Agriculture et des Petites et Moyennes Entreprises est chargé de l'exécution du présent arrêté.

Donné à Châteauneuf-de-Grasse, le 8 septembre 1997.

ALBERT

Par le Roi :

Le Ministre de l'Agriculture
et des Petites et Moyennes Entreprises,
K. PINXTEN

Op straf van uitsluiting dient elk bezwaar per aangetekende brief te worden ingediend bij het Ministerie van Middenstand en Landbouw, Bestuur voor het landbouwproductiebeheer (DG3) binnen de maand die volgt op de publicatie van dit besluit. »

Art. 3. Dit besluit heeft uitwerking met ingang van 14 april 1997.

Art. 4. Onze Minister van Landbouw en de Kleine en Middelgrote Ondernemingen is belast met de uitvoering van dit besluit.

Gegeven te Châteauneuf-de-Grasse, 8 september 1997.

ALBERT

Van Koningswege :

De Minister van Landbouw
en de Kleine en Middelgrote Ondernemingen,
K. PINXTEN

F. 97 — 2237

[C - 97/16248]

8 SEPTEMBRE 1997. — Arrêté royal relatif aux mesures en matière de commercialisation des animaux d'exploitation en ce qui concerne certaines substances ou résidus de substances pharmacologiquement actives

ALBERT II, Roi des Belges,

A tous, présents et à venir, Salut.

Vu la loi du 28 mars 1975 relative au commerce des produits de l'agriculture, de l'horticulture et de la pêche maritime, notamment l'article 3, § 1^{er}, modifié par la loi du 29 décembre 1990;

Vu la loi du 15 juillet 1985 relative à l'utilisation de substances à effet hormonal, à effet antihormonal, à effet bêta-adrenergique ou à effet stimulateur de production chez les animaux;

Vu l'arrêté royal du 29 novembre 1995 portant interdiction de la délivrance de médicaments destinés aux animaux producteurs d'aliments et contenant certaines substances pharmacologiquement actives;

Vu le Règlement (CEE) n° 2377/90 du Conseil du 26 juin 1990 établissant une procédure communautaire pour la fixation des limites maximales de résidus de médicaments vétérinaires dans les aliments d'origine animale;

Vu la Directive 96/23/CE du Conseil du 29 avril 1996 relative aux mesures de contrôle à mettre en oeuvre à l'égard de certaines substances et de leurs résidus dans les animaux vivants et leurs produits notamment les articles 15, § 3, 16, 17, 18 et 23;

Vu l'avis du Conseil d'Etat,

Sur la proposition de Notre Ministre de l'Agriculture et des Petites et Moyennes Entreprises,

Nous avons arrêté et arrêtons :

Article 1^{er}. Pour l'application du présent arrêté, on entend par :

1° Commercialiser : mettre dans le commerce, offrir, exposer en vente, vendre, livrer, céder à titre gratuit ou onéreux, présenter à l'abattage, exporter;

2° Animaux d'exploitation : les animaux domestiques des espèces bovine, porcine, ovine et caprine, les solipèdes, les volailles domestiques et les animaux aquaculteurs ainsi que les animaux sauvages des espèces précitées et les autres ruminants sauvages dans la mesure où ils sont élevés dans une exploitation;

3° Troupeau : l'ensemble des animaux détenus sur un site et formant une entité distincte sur base des liens épidémiologiques constatés par l'inspecteur vétérinaire;

4° Résidus de substances autorisées : toutes les substances pharmacologiquement actives, qu'il s'agisse de principes actifs, d'excipients ou de produits de dégradation, ainsi que leurs métabolites restant dans des denrées alimentaires obtenues à partir d'animaux auxquels le médicament vétérinaire en question a été administré;

5° Substances non autorisées : toutes les substances pharmacologiquement actives, dont l'administration à un animal est prohibée par la législation communautaire et par la législation nationale;

N. 97 — 2237

[C - 97/16248]

8 SEPTEMBER 1997. — Koninklijk besluit betreffende maatregelen inzake de verhandeling van landbouwdieren, ten aanzien van bepaalde stoffen of residu's daarvan met farmacologische werking

ALBERT II, Koning der Belgen,

Aan allen die nu zijn en hierna wezen zullen, Onze Groet.

Gelet op de wet van 28 maart 1975 betreffende de handel in landbouw-, tuinbouw- en zeevisserijproducten, inzonderheid op artikel 3, § 1, gewijzigd bij de wet van 29 december 1990;

Gelet op de wet van 15 juli 1985 betreffende het gebruik bij dieren van stoffen met hormonale, anti-hormonale, beta-adrenergische of productiestimulerende werking;

Gelet op het koninklijk besluit van 29 november 1995 houdende verbod van aflevering van geneesmiddelen bestemd voor voedselproducerende dieren en die bepaalde farmacologisch werkzame substanties bevatten;

Gelet op de Verordening (EEG) nr. 2377/90 van de Raad van 26 juni 1990 houdende een communautaire procedure tot vaststelling van maximumwaarden voor residuen van geneesmiddelen voor diergeneeskundig gebruik in levensmiddelen van dierlijke oorsprong;

Gelet op de Richtlijn 96/23/EG van de Raad van 29 april 1996 inzake controlemaatregelen ten aanzien van bepaalde stoffen en residuen daarvan in levende dieren en in producten daarvan inzonderheid op artikelen 15, § 3, 16, 17, 18 en 23;

Gelet op het advies van de Raad van State,

Op de voordracht van Onze Minister van Landbouw en de Kleine en Middelgrote Ondernemingen,

Hebben Wij besloten en besluiten Wij :

Artikel 1. Voor de toepassing van dit besluit wordt verstaan onder :

1° Verhandelen : in de handel brengen, aanbieden, ten verkoop tentoonstellen, verkopen, leveren, afstaan ten kosteloze of bezwarende titel, ter slachting aanbieden, uitvoeren;

2° Landbouwdieren : de huisdieren van de soorten runderen, varkens, schapen en geiten, éénhoevigen, pluimvee en gekweekte vissen, alsmede de wilde dieren van voornoemde soorten en andere wilde herkauwers voor zover ze op een bedrijf worden gehouden;

3° Beslag : het geheel van dieren die op een plaats gehouden worden en een afzonderlijk geheel vormen op epidemiologisch gebied zoals vastgesteld door de inspecteur-dierenarts;

4° Residu's van toegestane stoffen : alle farmacologisch werkzame substanties, zowel de werkzame bestanddelen, de excipientia als de afbraakstoffen, en de metabolieten daarvan, die overblijven in levensmiddelen die worden verkregen van dieren waaraan het bewuste geneesmiddel voor diergeneeskundig gebruik is toegediend;

5° Niet-toegestane stoffen : alle farmacologisch werkzame substanties die krachtens de communautaire wetgeving en de nationale wetgeving niet aan dieren mogen worden toegediend;

6° Traitement illégal : l'utilisation de substances ou de produits non autorisés ou l'utilisation de substances ou de produits autorisés par la législation communautaire à des fins ou à des conditions autres que celles prévues par la législation communautaire ou par la législation nationale;

7° Résidus suite à un traitement illégal : toutes les substances pharmacologiquement actives, qu'il s'agisse de principes actifs ou de produits de transformations, que l'on retrouve dans les animaux ou les produits de ces animaux, suite à un traitement illégal;

8° Animal susceptible de contenir des résidus de substances autorisées : animal auquel une substance pharmacologiquement active a été administrée et pour lequel le délai d'attente prescrit pour l'abattage pour cette substance n'est pas écoulé.

9° Ministre : Le Ministre qui a l'Agriculture dans ses attributions.

10° Service : Les Services Vétérinaires du Ministère des Classes Moyennes et de l'Agriculture.

Art. 2. Sans préjudice des dispositions de l'article 5 de la loi du 15 juillet 1985 relative à l'utilisation de substances à effet hormonal, à effet antihormonal, à effet bêta-adrénergique ou à effet stimulateur de production chez les animaux, il est interdit de commercialiser des animaux d'exploitation lorsque ces animaux sont susceptibles de contenir des résidus suite à un traitement illégal.

Art. 3. § 1^{er}. La commercialisation d'un animal d'exploitation susceptible de contenir des résidus de substances autorisées est interdite.

§ 2. Toutefois la commercialisation d'un animal d'exploitation susceptible de contenir des résidus de substances autorisées est permise à condition que le cédant remette au cessionnaire une attestation reprenant l'identité et l'adresse du cédant, le numéro et l'adresse du troupeau de provenance, l'identification de l'animal ou du lot d'animaux, la date d'administration et la nature des substances administrées ainsi que les informations relatives au délai d'attente avant l'abattage pour ces substances.

Cette attestation en double exemplaire est signée par les deux parties. Un exemplaire est conservé par le cédant durant un an, l'autre doit être joint en permanence au document d'accompagnement ou de transport.

Le Ministre fixe le modèle de l'attestation.

Art. 4. § 1^{er}. Lors de la mise en évidence par les services compétents de la présence d'une ou des substances non-autorisées ou de résidus suite à un traitement illégal, après l'analyse d'échantillons pris à l'occasion d'un contrôle dans les exploitations ou à l'abattoir ou d'un contrôle de viande, le Service procède à une enquête dans le troupeau de provenance pour déterminer les raisons de la présence de cette substance ou de ces substances non-autorisées ou de résidus suite à un traitement illégal, et au marquage de tous les animaux d'exploitation ou des documents d'identification de tous les animaux de même espèce du troupeau.

Le Service procède également au marquage de tous les animaux d'exploitation ou des documents d'identification de tous les animaux de même espèce dans les troupeaux où au cours de la période de 12 mois précédant l'entrée en vigueur du présent arrêté, la présence d'une ou de substances non-autorisées ou de résidus suite à un traitement illégal a été mise en évidence par les Services compétents suite à l'analyse d'échantillons pris à l'occasion d'un contrôle dans les exploitations ou d'un contrôle d'animaux ou de produits d'animaux provenant de ces troupeaux.

§ 2. Lors de la mise en évidence par les services compétents de la présence de résidus de substances autorisées en quantités supérieures aux limites maximales, après l'analyse d'échantillons pris à l'occasion d'un contrôle dans les exploitations ou à l'abattoir ou d'un contrôle de viande, le Service procède à une enquête dans le troupeau de provenance pour déterminer les raisons de la présence de résidus de cette substance ou de ces substances autorisées et au marquage de tous les animaux d'exploitation de même espèce du troupeau ou des documents d'identification de ces animaux;

Ce paragraphe n'est pas d'application pour les animaux d'exploitation qui ont été commercialisés dans les conditions de l'article 3, § 2 du présent arrêté.

§ 3. Le Ministre fixe le modèle, les modalités, les conditions de la durée des marquages.

Art. 5. Aucun animal d'exploitation marqué suite à l'application de l'article 4, § 1^{er} du présent arrêté ne peut quitter le troupeau si ce n'est pour être conduit directement dans un abattoir situé sur le territoire national.

6° Illegale behandeling : gebruik van niet-toegestane stoffen of producten, of het gebruik van krachtens de communautaire wetgeving toegestane stoffen of producten voor andere doeleinden of onder andere voorwaarden dan die welke zijn omschrijven in de communautaire wetgeving of de nationale wetgeving;

7° Residu's als gevolg van een illegale behandeling : alle farmacologisch werkzame substanties wat betreft de actieve bestanddelen als omzettingsproducten die zich bevinden in dieren of in producten van deze dieren als gevolg van een illegale behandeling;

8° Dier dat wellicht residu's van toegestane stoffen bevat : dier aan hetwelk een stof met farmacologische werking werd toegediend en waarvoor de voor deze stof voorgeschreven wachttijd voor het slachten niet is verstreken;

9° Minister : de Minister tot wiens bevoegdheid de landbouw behoort;

10° Dienst : de Veterinaire Diensten van het Ministerie van Middenstand en Landbouw.

Art. 2. Onverminderd de bepalingen van artikel 5 van de wet van 15 juli 1985 betreffende het gebruik bij dieren van stoffen met hormonale, anti-hormonale, beta-adrenergische of productiestimulerende werking, is het verboden landbouwdieren te verhandelen wanneer die dieren wellicht residu's bevatten als gevolg van een illegale behandeling.

Art. 3. § 1. Het is verboden om een landbouwdier, dat wellicht residu's van toegestane stoffen bevat, te verhandelen.

§ 2. Evenwel is de verhandeling van een landbouwdier dat wellicht residu's van toegestane stoffen bevat toegelaten op voorwaarde dat de overlater aan de afnemer een attest overhandigt dat volgende gegevens bevat : de identiteit en het adres van de overlater, het beslagnummer en het adres van het beslag van herkomst, het identificatienummer van het betrokken dier of van de groep dieren, de datum van toediening, de aard van de toegevoegde stoffen, de voor deze stoffen voorziene wachttijd voor het slachten.

Dit attest wordt in twee exemplaren opgemaakt en getekend door beide partijen. Een exemplaar wordt bewaard door de overlater gedurende één jaar, het andere moet aan het begeleidings- of vervoersdocument toegevoegd worden en vormt er één geheel mee.

De Minister bepaalt het model van het attest.

Art. 4. § 1. Wanneer de aanwezigheid van een niet-toegestane stof of stoffen of residu's als gevolg van een illegale behandeling wordt aangetoond door de bevoegde diensten door een analyse van monsters die bij een controle op de bedrijven of in het slachthuis of bij een controle van vlees genomen werden, gaat de Dienst over tot een enquête in het beslag van herkomst om de oorzaak van de aanwezigheid van de niet-toegestane stof of stoffen of residu's als gevolg van een illegale behandeling te bepalen en tot de merking van alle landbouwdieren van dezelfde soort van het beslag of van de identificatiedocumenten van deze dieren;

De Dienst gaat eveneens over tot de merking van alle landbouwdieren van dezelfde soort van het beslag of van de identificatiedocumenten van deze dieren in de beslagen waar tijdens de periode van 12 maanden voorafgaand aan het in werking treden van dit besluit de aanwezigheid van een niet-toegestane stof of stoffen of residu's als gevolg van een illegale behandeling werd aangetoond door de bevoegde diensten door een analyse van monsters die bij een controle op de bedrijven of van dieren of van producten van dieren die herkomstig zijn van deze beslagen genomen werden.

§ 2. Wanneer de aanwezigheid van residu's van een toegestane stof of stoffen in grotere hoeveelheden dan de maximumwaarden aangetoond wordt door de bevoegde diensten door een analyse van monsters die bij een controle op de bedrijven of in het slachthuis of bij een controle van vlees genomen werden, gaat de Dienst over tot een enquête in het beslag van herkomst om de oorzaak van de aanwezigheid van residu's van de toegestane stof of stoffen te bepalen en tot de merking van alle landbouwdieren van dezelfde soort van het beslag of van de identificatiedocumenten van deze dieren;

Deze paragraaf is niet van toepassing voor de landbouwdieren die verhandeld werden in de voorwaarden van artikel 3, § 2 van dit besluit.

§ 3. De Minister bepaalt het model, de modaliteiten, de voorwaarden en de duur van de merkingen.

Art. 5. Geen enkel landbouwdier dat gemerkt werd in toepassing van artikel 4, § 1 van dit besluit mag het beslag verlaten, tenzij om rechtstreeks naar een in het binnenland gelegen slachthuis te worden gebracht.

Toute commercialisation sera immédiatement sanctionnée par l'abatage. L'ordre et le délai d'abatage sans indemnité sera donné par le Service.

Art. 6. Les infractions aux dispositions du présent arrêté sont recherchées, constatées et punies conformément à la loi du 28 mars 1975 relative au commerce des produits de l'agriculture, de l'horticulture et de la pêche maritime.

Art. 7. Le présent arrêté entre en vigueur le premier jour du mois qui suit celui au cours duquel il aura été publié au *Moniteur belge*.

Art. 8. Notre Ministre de l'Agriculture et des Petites et Moyennes Entreprises est chargé de l'exécution du présent arrêté.

Donné à Châteauneuf-de-Grasse, le 8 septembre 1997.

ALBERT

Par le Roi :

Le Ministre de l'Agriculture
et des Petites et Moyennes Entreprises,
K. PINXTEN

Elke verhandeling zal onmiddellijk gesanctioneerd worden met slachting. Het bevel tot slachting zonder vergoeding en de termijn wordt gegeven door de Dienst.

Art. 6. De inbreuken op dit besluit worden opgespoord, vastgesteld en gestraft volgens de bepalingen van de wet van 28 maart 1975, betreffende de handel in landbouw-, tuinbouw- en zeevisserijproducten.

Art. 7. Dit besluit treedt in werking de eerste dag van de maand volgend op die gedurende welke het in het *Belgisch Staatsblad* is bekendgemaakt.

Art. 8. Onze Minister van Landbouw en de Kleine en Middelgrote Ondernemingen is belast met de uitvoering van dit besluit.

Gegeven te Châteauneuf-de-Grasse, 8 september 1997.

ALBERT

Van Koningswege :

De Minister van Landbouw
en de Kleine en Middelgrote Ondernemingen,
K. PINXTEN

F. 97 — 2238

[C - 97/16249]

10 SEPTEMBRE 1997. — Arrêté ministériel portant exécution de l'arrêté royal relatif aux mesures en matière de commercialisation des animaux d'exploitation en ce qui concerne certaines substances ou résidus de substances pharmacologiquement actives

Le Ministre de l'Agriculture et des Petites et Moyennes Entreprises,

Vu la loi du 28 mars 1975 relative au commerce des produits de l'agriculture, de l'horticulture et de la pêche maritime, notamment l'article 3, § 1^{er}, modifié par la loi du 29 décembre 1990;

Vu l'arrêté royal du 8 septembre 1997 relatif aux mesures en matière de commercialisation des animaux d'exploitation en ce qui concerne certaines substances ou résidus de substances pharmacologiquement actives, notamment les articles 3, § 2 et 4, § 3;

Vu le Règlement (CEE) n° 2377/90 du Conseil du 26 juin 1990 établissant une procédure communautaire pour la fixation des limites maximales de résidus de médicaments vétérinaires dans les aliments d'origine animale;

Vu la Directive 96/23/CE du Conseil du 29 avril 1996 relative aux mesures de contrôle à mettre en oeuvre à l'égard de certaines substances et de leurs résidus dans les animaux vivants et leurs produits, notamment les articles 15, § 3, 16, 17, 18 et 23

Vu l'avis du Conseil d'Etat,

Arrête :

Article 1^{er}. Pour l'application du présent arrêté, on entend par :

1° Arrêté royal :

L'arrêté royal du 8 septembre 1997 relatif aux mesures en matière de commercialisation des animaux d'exploitation en ce qui concerne certaines substances ou résidus de substances pharmacologiquement actives;

2° Document d'identification des bovins :

Document visé à l'article 16 de l'arrêté royal du 19 décembre 1990 relatif à l'identification des bovins;

3° Vignette du troupeau porcin :

Vignette préimprimée à apposer sur le document de transport visé à l'article 25 de l'arrêté ministériel du 21 février 1951 relatif à l'assainissement des moyens de transport ayant servi à des animaux;

Art. 2. Le modèle d'attestation visé à l'article 3 de l'arrêté royal est joint en annexe du présent arrêté.

Art. 3. § 1^{er}, Le marquage en application de l'article 4, § 1^{er} de l'arrêté royal sera, pour les bovins constitué d'une lettre H sur la vignette et sur le volet d'accompagnement du document d'identification.

N. 97 — 2238

[C - 97/16249]

10 SEPTEMBER 1997. — Ministerieel besluit houdende uitvoering van het koninklijk besluit betreffende maatregelen inzake de verhandeling van landbouwdieren, ten aanzien van bepaalde stoffen of residu's daarvan met farmacologische werking

De Minister van Landbouw en de Kleine en Middelgrote Ondernemingen,

Gelet op de wet van 28 maart 1975 betreffende de handel in landbouw-, tuinbouw- en zeevisserijproducten, inzonderheid op artikel 3, § 1, gewijzigd bij de wet van 29 december 1990;

Gelet op het koninklijk besluit van 8 september 1997 betreffende maatregelen inzake de verhandeling van landbouwdieren, ten aanzien van bepaalde stoffen of residu's daarvan met farmacologische werking, inzonderheid op artikelen 3, § 2 en 4, § 3;

Gelet op Verordening (EEG) nr. 2377/90 van de Raad van 26 juni 1990 houdende een communautaire procedure tot vaststelling van maximumwaarden voor residuen van geneesmiddelen voor diergeneeskundig gebruik in levensmiddelen van dierlijke oorsprong;

Gelet op de Richtlijn 96/23/EG van de Raad van 29 april 1996 inzake controle-maatregelen ten aanzien van bepaalde stoffen en residuen daarvan in levende dieren en in producten daarvan inzonderheid op artikelen 15, § 3, 16, 17, 18 et 23;

Gelet op het advies van de Raad van State,

Besluit :

Artikel 1. Voor de toepassing van dit besluit wordt verstaan onder :

1° Koninklijk besluit :

Het koninklijk besluit van 8 september 1997 betreffende maatregelen inzake de verhandeling van landbouwdieren, ten aanzien van bepaalde stoffen of residu's daarvan met farmacologische werking;

2° Identificatiedocument van runderen :

Document bedoeld in artikel 16 van het koninklijk besluit van 19 december 1990 betreffende identificatie van de runderen;

3° Vignet van het varkensbeslag :

Voorgedrukt vignet aan te brengen op het vervoersdocument bedoeld in artikel 25 van het ministerieel besluit van 21 februari 1951 betreffende de gezondmaking der vervoermiddelen die gediend hebben voor dieren.

Art. 2. Het model van attest bedoeld in artikel 3 van het koninklijk besluit is bijgevoegd in bijlage van dit besluit.

Art. 3. § 1. Het merken in toepassing van artikel 4, § 1 van het koninklijk besluit zal voor de runderen gevormd worden door een letter H op het vignet en op het begeleidingsluik van het identificatiedocument.